

le PROGRÈS social

Le journal de celles et ceux qui construisent le progrès social au quotidien

JEUDI 21 JANVIER 2016

N° 0

« Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait. »

Mark Twain



le monde en images



La photographe franco-marocaine Leila Alaoui tuée dans l'attentat de Ouagadougou.



Disparition d'Ettore Scola, le dernier maestro de la comédie italienne (voir page 4).



La Pologne doit s'expliquer devant le Parlement européen sur ses mesures concernant les médias.



Plus de vingt morts dans une université au Pakistan. Cette fois, ce sont les talibans qui ont frappé.

VISA est une association nationale pour qui la montée des extrêmes et du Front National n'est pas une fatalité. Partant du principe que le fascisme doit être combattu avant tout sur le terrain social et dans l'entreprise et que les organisations syndicales ont donc un rôle important à jouer, elle rassemble et coordonne les actions et les formations de plus de 50 syndicats et fédérations. PAGE 4

ÉDITORIAL

VIVE LE PROGRÈS SOCIAL !

Lancer un nouveau quotidien national en format papier, c'est un pari un peu fou. Ça l'est encore plus quand il s'agit d'une initiative d'actrices et d'acteurs du progrès social : militants associatifs, syndicaux, de l'éducation populaire, d'organisations politiques, humanistes, citoyennes, etc. Un quotidien d'information et d'opinion entièrement financé par les abonnements et sans aucune publicité, telle est notre conception d'un journal indépendant et engagé, mais sans dogmatisme. Qu'il s'agisse du fonctionnement - prises de décisions collectives, égalité salariale - ou de la ligne éditoriale - (re)donner la parole à celles et ceux qui s'impliquent dans la vie citoyenne -, ce journal se voit comme un outil pour participer à la construction du progrès social et dépasser les clivages. Pour cette raison, ce billet quotidien sera ouvert au mouvement social, avec une parole libre et tournante. Fernand Pelloutier, premier secrétaire de la Fédération des Bourses du travail en 1892, considérait sa fameuse expression « instruire pour se révolter » comme « l'art de se cultiver et de cultiver suffisamment les autres pour que les hommes puissent se gouverner et jouir eux-mêmes » : c'est là tout le sens de bâtir un projet d'émancipation individuelle, collective et laïque en refusant le fatalisme ambiant.

Du mardi au vendredi, le Progrès Social prendra la forme d'un 4 pages avec une information hiérarchisée, critique et riche. En faisant le choix du papier, à l'heure où le « tout numérique » s'érige en finalité absolue, nous réaffirmons que le journalisme ne peut s'exonérer de ce support.

Chaque samedi, un supplément de 4 pages fera la place à des thèmes aux couleurs des jours heureux : international, droit du travail, éducation populaire, économie, sports, musique, cinéma, littérature, sorties, sciences, antifascisme, commerce équitable... autant de sujets animés par une équipe d'une trentaine de contributeurs supplémentaires. Il n'y aura pas de surprise : pour que vive Le Progrès Social, il faudra à la fois des abonnements en nombre mais aussi qu'il devienne un véritable outil de réflexion et d'action. Nous ferons tout pour qu'il en soit ainsi ! ■

Polluer en toute légalité

CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE

Le blason de Renault écorné par la commission Royal. Loïc Venance - AFP ©

SOMMAIRE

POLLUTION AUTOMOBILE

QUAND DES TESTS RÉELS METTENT À JOUR LA TROMPERIE DES CONSTRUCTEURS [page 2]

TRAVAIL DU DIMANCHE

DES ACCORDS AU COMPTE-GOUTTES, L'INTERSYNDICALE NE DÉSARME PAS [page 3]

LAÏCITÉ

L'OBSERVATOIRE ET BIANCO SE FONT TIRER LES OREILLES PAR VALLS [page 3]

LE COUP D'ŒIL

UN QUOTIDIEN DE GAUCHE ?
VOUS ÉCRIVEZ SA COMMENT ?

G.A.U.C.H.E



L'INTERVIEW DE NURSEL KILIÇ

« Une révolution dans la révolution »

Si l'on a beaucoup parlé de la résistance kurde au moment du siège de la ville de Kobané par les terroristes de Daech, on a trop souvent passé sous silence qu'à la base de la lutte armée se trouve un projet de société démocratique dans lequel les femmes jouent un grand rôle.

La situation géopolitique au Moyen-Orient est un élément fondamental pour comprendre les enjeux sur les migrations ou encore le développement du terrorisme. Entre l'intégrisme religieux politique et les régimes autoritaires, une troisième voie démocratique et de transformation sociale existe pourtant. C'est notamment celle du Kurdistan, où l'expérience concrète d'une autre société se fait quotidiennement. Place des femmes, combats militaires, rôle des organisations politiques en Turquie : autant de sujets sur lesquels nous avons interrogé Nursel Kiliç.

LE PROGRÈS SOCIAL
Pouvez-vous présenter le Mouvement des femmes kurdes ?

NURSEL KILIÇ
Le Mouvement des femmes kurdes s'est organisé au milieu des années 80 en Europe. La première action de sensibilisation des femmes à tous les niveaux de la société fut tout d'abord d'évaluer leur situation au sein des communautés, les discriminations auxquelles elles étaient confrontées et leur ni-

veau social et politique, afin de pouvoir œuvrer à des projets aboutissant à leur émancipation sur le long terme. Les coutumes archaïques issues du féodalisme régnaient et régnaient encore dans beaucoup d'endroits au Kurdistan. Cette première association joua un rôle important à son époque pour la prise de conscience des femmes kurdes concernant les problèmes de violence à leur égard sous toutes leurs formes. Pour cette mouvance, l'enjeu principal au sein de la société kurde consistait à déclencher une réflexion et une interrogation au sujet des relations du pouvoir patriarcal qui imprégnait toutes les classes sociales. Pour la première fois, les femmes avaient l'opportunité de déchiffrer ces codes de domination masculine sous tous ses angles, pour ensuite analyser et œuvrer à des stratégies pratiques visant à contrer ces approches par le biais d'organisations associatives, politiques et d'autodéfense.

LE PROGRÈS SOCIAL
Quelle est la place des femmes dans les structures décisionnelles ?

NURSEL KILIÇ
Aujourd'hui nous sommes témoins de la mise en œuvre de ce projet de contrat social dans toutes les parties du Kurdistan. Au Kurdistan du Nord, les femmes sont aujourd'hui représentées dans toutes les instances politiques et associatives de façon égalitaire par rapport aux hommes, grâce au système de coprésidence. Concernant le

« Des boucliers vivants qui se sacrifient pour la liberté de leur peuple. »

pourcentage général de la place des femmes à la Grande Assemblée nationale de Turquie, le nombre des députés femmes du parti HDP est plus élevé. Ce système de coprésidence existe aussi dans toutes les municipalités acquises par le HDP aux dernières législatives. Toutes les mairies sont aujourd'hui coprésidées. Cela correspond à une représentation directe de la volonté des femmes dans

toutes les instances politiques. Elles sont aussi parallèlement composantes du Mouvement démocratique de libération des femmes (qui rassemble toutes les ethnicités, identités de genre, féministes, artistes, écologistes, anarchistes, ONG humanitaires et représentations politiques qui se retrouvent dans les valeurs de libération des femmes).

LE PROGRÈS SOCIAL
Avec quelles associations et structures travaillez-vous en France et au niveau européen pour faire vivre cette solidarité ?

NURSEL KILIÇ
En France, nous travaillons essentiellement avec le Collectif National pour les Droits des Femmes, Femmes solidaires, Femmes en Lutte 93, le Collectif Féministe Solidarité Kobané, la Conférence mondiale sur les femmes, la Marche Mondiale des femmes, ainsi qu'avec beaucoup d'autres organisations, notamment IWA, RAWA, la Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie et Réseau International Féministe et Laïque.



NÉE À ISTANBUL EN 1980, NURSEL KILIÇ EST PORTE-PAROLE DES RELATIONS EXTÉRIEURES POUR LE MOUVEMENT DES FEMMES KURDES D'EUROPE, MEMBRE DU CONGRÈS NATIONAL DU KURDISTAN. ELLE A PRÉSIDÉ LA FONDATION INTERNATIONALE DES FEMMES LIBRES DE 2005 À 2012.

LE PROGRÈS SOCIAL
Kobané représente la résistance : quelle est actuellement la situation à ce niveau ?

NURSEL KILIÇ
Le Rojava est un modèle démocratique pour le Moyen-Orient et une révolution féminine. Aujourd'hui, quartier par quartier, les femmes créent des associations éducatives et sociales pour veiller au développement et à la sécurité des enfants dans un pays en guerre depuis trois

◆ LIRE LA SUITE EN PAGE 3

Automobile : le bal des hypocrites

Selon un numéro bien rôdé, gouvernements et constructeurs tentent de noyer le débat sur les émissions polluantes dans des considérations techniques. Pour mieux éviter la question sociale.

ZOOM

ENTRE LE 2 NOVEMBRE ET 3 DÉCEMBRE 2015, DES ORDONNANCES ONT ÉTÉ PRISES. PETIT RÉCAPITULATIF.

- 24 septembre 2015 : création de la commission Royal.
- 1^{er} octobre 2015 : les premiers tests en conditions réelles sont effectués.
- 14 janvier 2016 : Perquisition au centre technique de Lardy. L'action Renault perd 10 % en bourse.
- 19 janvier : Renault reconnaît le rappel de 15 000 véhicules et les déclare tous « conformes aux normes en vigueur ».

Le 24 septembre 2015, six jours après la révélation du scandale Volkswagen (cf. article ci-dessous), Ségolène Royal rencontre des représentants de constructeurs qui commercialisent des véhicules en France. Dans la foulée, elle annonce la création d'une « commission technique et indépendante » - la « commission Royal » -, chargée de pratiquer des « tests aléatoires ».

DES CONTRÔLES INEFFECTIFS

Présidée par la ministre, la commission regroupe des experts du ministère de l'Écologie et de la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes), des parlementaires, deux ONG, France Nature Environnement (FNE) et le Réseau Action Climat (RAC) et deux associations de consommateurs, l'UFVC. Que choisir et 40 millions d'automobilistes. L'UTAC, l'organisme de certification des véhicules, complète la liste. Mission officielle : identifier les véhicules potentiellement équipés d'un logiciel antipollution similaire au logiciel installé sur des modèles Volkswagen. Cette restriction ne satisfait ni les ONG ni les parlementaires, qui obtiennent d'élargir le contrôle aux niveaux de pollution « en conditions réelles de conduite, sur route ouverte ». Manière d'ouvrir la boîte de Pandore quand on sait que les tests habituels, pratiqués en laboratoire par des sociétés privées, permettent aux constructeurs d'obtenir à chaque fois l'homologation... Ceux de la commission, effectués sur circuit dès octobre 2015, révèlent non pas la présence de logiciels tricheurs mais des émissions polluantes trois à cinq fois supérieures aux seuils autorisés. Parmi les marques visées, Renault et son dernier modèle Espace. La firme s'embarque alors dans une communication maladroite et mensongère. Les salariés, qui ont assisté aux perquisitions de la DGCCRF au centre technique de Lardy, n'auront d'explications qu'après la diffusion d'un tract de la CGT du site le 14 janvier. Le 19, un communiqué très sec du groupe, tout en reconnaissant une opération de rappel pour 15 000 véhicules, prétend d'une part que « le problème est connu et déjà résolu en



Une industrie automobile qui a les moyens technologiques de fabriquer des véhicules propres.

Tobias Schwarz - AFP ©

production depuis septembre 2015 », et d'autre part que « tous les véhicules sont conformes aux normes en vigueur ». Affirmations que les organisations FNE et RAC formulent d'une façon très dif-

férente : selon elles, « Il y a bien des façons de tricher. Les constructeurs automobiles préfèrent se cacher derrière des tests d'homologation inefficaces plutôt que de respecter les normes ». Les deux membres de la commission Royal de-

mandent par ailleurs « la mise en œuvre des tests en conditions réelles de conduite au plus tard en 2017 en Europe ».

LA QUESTION SOCIALE SYSTÉMATIQUEMENT ÉVACUÉE

Un « scandale Renault » après celui de Volkswagen ? Pour Fabien Gache, de la CGT Renault, la révélation des dépassements n'est pas non plus une surprise et le vrai débat ne se situe pas à ce niveau : « On est dans l'hypocrisie générale. Le décalage entre les tests des constructeurs et la pollution réelle est connu, mais on fait mine de le découvrir aujourd'hui. » Ce qui l'irrite dans cette affaire, c'est qu'une fois de plus la question sociale est contournée : « Les firmes annoncent des objectifs et une volonté de respecter des normes environnementales, mais même chez les écologistes, rien n'est jamais dit sur les capacités réelles de le faire. Pour la CGT, cette question des moyens pour fabriquer des véhicules propres est centrale, en particulier au niveau de l'emploi. » Et de rappeler que les salariés, « les vrais experts du travail », ont déjà souligné par

le passé que si on voulait un système écologiquement plus fiable, il faudrait y mettre le prix. Mais personne n'a écouté : « Le sujet dépasse largement les émissions de polluants. Lorsque la santé publique est en jeu, l'important est de savoir quels sont les critères de choix et quelle est la finalité de l'entreprise. Chez Renault comme ailleurs, le critère principal c'est le profit, qu'on cherche à augmenter en réduisant au maximum le coût du travail ». Le syndicat SUD Renault, quant à lui, pointe la globalisation du phénomène et les petits arrangements entre amis : « C'est toute l'industrie automobile mondialisée qui est frappée. Que les normes antipollution ne soient pas appliquées par les firmes est un secret de polichinelle. La triche est simplement devenue légale, car fabriquer des voitures peu polluantes reviendrait beaucoup plus cher, et adieu les super profits réalisés sur le dos et la santé des populations ». Avant de conclure : « Les responsables de l'entreprise doivent assumer leurs responsabilités et ne pas, encore une fois, les faire supporter aux salariés ».

L'ÉQUATION ÉCOLOGIE-TRAVAIL

Les affaires Volkswagen et Renault, qui révèlent au grand public et aux consommateurs la fraude générale organisée par les constructeurs (avec la complicité des États et de l'Union européenne), nous ramènent aussi aux larmes de crocodile de Laurent Fabius fin novembre, au moment de la signature de l'accord sur le climat. Cette conférence de Paris 2015 (COP21) a certes été un succès sur le plan diplomatique pour le gouvernement, mais un échec sur les questions climatiques. Au niveau mondial ou européen, les avancées restent bien en dessous des enjeux écologiques. Mais la faute n'en incombe pas qu'aux industriels. L'écologie, au sens générique du terme, représente plusieurs tendances et mouvements qui ont du mal à s'accorder et, parfois, défendent des intérêts contraires. Au-delà de la question de l'organisation - réseaux militants décentralisés ou institutionnalisés, pratiques de terrain et d'agitation ou choix

parlementaires et électoraux - figurent au sein de la mouvance écologiste des positions très opposées. Le « capitalisme vert », porté par le gouvernement et une partie du patronat, considère qu'il suffit d'accompagner l'industrie vers quelques améliorations et d'encourager de nouveaux secteurs d'activités comme l'isolation thermique ou la voiture électrique. À l'inverse, les courants anti-productivistes ou décroissants, popularisés à partir des années 80, considèrent le modèle économique du capitalisme comme une impasse pour l'écologie : « On ne peut croire dans un monde infini » résume Vincent Liegry, une figure des « décroissants ». Si la connexion avec la question du travail a encore du mal à se faire entre militants syndicaux et réseaux écologistes, si des incompréhensions subsistent entre les revendications syndicales de défense de l'emploi et celles d'une « reconversion de l'industrie à des fins écologiques », des passerelles se développent néanmoins. C'est le cas dans l'Union syndicale Solidaires, qui essaie de lier création d'emploi et choix industriels en travaillant avec des associations écologistes. Quitte à rencontrer quelquefois des situations difficiles à gérer, comme quand l'usine de PSA Aulnay a été fermée. « Dans ces moments-là, c'est avant tout pour l'emploi qu'on se bat » souffle un ancien PSA, durement engagé dans la lutte pendant plusieurs mois. « Ça ne veut pas dire qu'on ne réfléchit pas à autre chose, mais il ne faut pas que ce soit au détriment de l'emploi » insiste-t-il. L'industrie automobile n'est pas la seule concernée : armes, tabac, agroalimentaire, autant d'industries qui peuvent être nuisibles à l'environnement mais représentent des millions d'emplois. « Pour mettre de l'écologie dans le travail, il faut qu'on mette aussi du travail dans l'écologie. Nos organisations syndicales doivent inscrire dans leurs cahiers revendicatifs, sans défendre des positions déconnectées du personnel. Pour convaincre il faut des propositions concrètes. Cela par un rapport de force » conclut, philosophe, un syndicaliste du nucléaire. ■

La rédaction redac@leprogressocial.fr

LEXIQUE

● **DGCCRF** : La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes est une administration relevant du ministère de l'Économie. Elle a pour objet de veiller aux conditions des échanges marchands entre les entreprises afin d'assurer la loyauté des transactions à l'égard des consommateurs. Dans ce cadre, elle assure trois grandes missions : la régulation concurrentielle des marchés, la protection économique et la sécurité des consommateurs.

Depuis des années, une entente entre les constructeurs, les États et l'Union Européenne a rendu la triche légale.

L'écologie comme arme de guerre économique



Payer, c'est justement ce que Volkswagen et les autres constructeurs ne veulent pas.

C'est l'un des plus gros scandales industriels de la décennie. Le 18 septembre 2015, alors que Volkswagen dispute à Toyota la place de premier constructeur automobile mondial, l'EPA (agence américaine de protection de l'environnement) lui fait parvenir une note dans laquelle elle l'accuse d'avoir équipé les moteurs de ses véhicules diesel destinés au marché américain d'un logiciel permettant de fausser les résultats des tests antipollution. Elle brandit également la menace d'une amende qui pourrait s'élever à 18 milliards de dollars, environ 10 % de son chiffre d'affaires en 2014...

BÉRÉZINA POUR VOLKSWAGEN
C'est le début d'une réaction en chaîne qui va ébranler Volkswa-

gen jusque dans ses fondations et mettre un coup de frein à son développement. Acculé, le groupe reconnaît les faits et précise même que la supercherie concerne plus de 11 millions de véhicules dans le monde entier. Les conséquences ne se font pas attendre : la capitalisation boursière chute de 40 % et Martin Winterkorn, le grand patron du groupe, est contraint à la démission. Des enquêtes et des procédures judiciaires sont rapidement déclenchées, ce qui conduit la firme à provisionner 6,5 milliards d'euros en prévision des condamnations. A cela il faut ajouter l'obligation de procéder à une campagne de rappels des véhicules sans précédent (à partir de février 2016 en France) et un ralentissement général des ventes qui se soldent au dernier trimestre 2015 par un déficit de 1,67 milliard -

premier enregistré en quinze ans.

DE PIÈTRES JUSTIFICATIONS

Voilà pour les chiffres. Les justifications, maintenant. Comme souvent la direction du constructeur se dédouane et tente de faire porter le chapeau à un petit noyau de salariés, en l'occurrence une dizaine d'ingénieurs et de dirigeants qui sont suspendus dès le début de l'enquête en Allemagne. Nous devrions donc croire que cette fraude à l'échelle mondiale serait le résultat d'un « enchaînement d'erreurs » qui n'a été brisé à aucun moment ». Et c'est bien là le problème ! Lorsque le logiciel a été fourni en 2007 à Volkswagen par son compatriote Bosch, ce dernier l'aurait mis en garde sur le fait qu'il était « illégal » et devait

donc être limité à un usage interne. Au final, il est difficile, voire impossible, d'envisager qu'un nombre aussi restreint de salariés aient arrosé le monde entier de millions de véhicules trafiqués sans que personne ne soit au courant à la tête du groupe.

LA GUERRE ÉCONOMIQUE AVANT TOUT

Loin de l'aspect technique, c'est plus vraisemblablement du côté financier qu'il faut chercher les raisons de la fraude. Depuis des années, Volkswagen ambitionnait de conquérir le marché américain et, pour atteindre cet objectif, misait beaucoup sur le diesel, encore peu répandu de l'autre côté de l'Atlantique. La campagne censée porter cette offensive commerciale portait d'ailleurs le nom de « clean

Diesel », la nouvelle version de la Golf étant élue « Car of the year » au salon de Détroit 2015. Aux yeux de beaucoup, la fraude était donc une stratégie assumée pour répondre aux exigences environnementales locales dans le but d'accélérer l'implantation sur le marché américain. D'autres soulignent aussi que l'EPA, moins sévère avec d'autres industries locales, aurait fait éclater l'affaire pour stopper l'expansion du géant automobile allemand sur le territoire américain. En définitive, si l'affaire Volkswagen a relancé le débat sur la pollution automobile, la question écologique y est plus prétexte à livrer une guerre économique qu'à s'interroger sur l'avenir de l'environnement...■

La rédaction redac@leprogressocial.fr



Nicolas Tucat - AFP ©

55,55 %

C'est la part représentée par la capitalisation boursière dans l'actionariat du groupe Renault.

« Les solutions existent, mais l'opinion les ignore car les structures actuelles et les détenteurs du pouvoir économique et politique s'y opposent. »
René Dumont 1904-2001



Pascal Guyre - AFP ©

GROSSE COLÈRE - DIESEL
Ségolène Royal, ministre de l'État actionnaire à 19,74 % dans la firme : « Renault doit réagir dès maintenant pour mettre ses moteurs aux normes ». Il paraît que le PDG Carlos Ghosn (notre photo) n'en dort plus.

Le travail du dimanche au forceps

Un seul accord de branche, des salariés qui refusent de sacrifier leur vie personnelle, une intersyndicale combative, une possible scission à la CFDT : alors que de nouvelles mobilisations se préparent, l'application de la loi Macron provoque des remous et patine.

L'extension du travail dominical, la mesure emblématique de la loi Macron, adoptée le 7 août 2015, a du plomb dans l'aile. Bien sûr, quelques accords ont depuis été signés : un seul au niveau d'une branche, celle de la bijouterie, par la CFDT et FO de la métallurgie, avec une majoration de salaire pour le travail dominical égale à 50 %, un montant décevant au regard des moyens du secteur en question. Au niveau des entreprises, on compte Etam, le groupe Inditex (Bershka, Oysho, Zara, etc.), Marks & Spencer et Nature et Découvertes, le plus souvent avec l'aval de la CFDT et de la CFCTC. Le cas de Darty, qui a communiqué dès octobre 2015 sur un tel accord, mérite qu'on s'y attarde : l'enseigne prétend appliquer les dispositions issues de l'accord de la négociation annuelle obligatoire de 2010 pour ses sept magasins parisiens ouverts chaque dimanche, dont deux ne sont même pas situés en zone touristique internationale (ZTI)... L'Inspection du travail s'est depuis saisie de cette situation. Les accords en question prévoient le plus souvent le doublement du salaire par dimanche travaillé, mais tendent à entériner deux catégories de salariés : ceux déjà en place, qui verraient le travail dominical comme une opportunité, et les nouveaux embauchés, pour lesquels il ferait partie des clauses inscrites dans le contrat de travail, au risque d'avoir bien du mal à revenir en arrière en cas d'évolution de leur situation, alors que c'est bien le volontariat qui est censé prévaloir quel que soit le type d'ouverture.

DES ACCORDS EN TROMPE-L'ŒIL
Le « non » victorieux, même d'une courte tête, à l'accord sur le travail dominical au BHV en novembre 2015, avait résonné comme un coup de tonnerre : preuve était faite que contourner les syndicats hostiles à cette ouverture n'était pas une chose aisée. La négociation lancée au niveau des grands magasins patine également, à tel point que les Galeries Lafayette ont décidé de lancer leur propre négociation d'entreprise le 4 février prochain. La réplique n'a pas tardé : suite à la signature, le 19 janvier dernier, d'un accord de groupe sur le travail dominical et nocturne à la Fnac par la CFDT, la CFCTC et la CGC, les syndicats CGT, FO et SUD, majoritaires sur l'enseigne, ont fait part de leur volonté de mettre en œuvre leur droit d'opposition. Bien sûr, les médias dominants ont glissé sur le caractère mirifique de cet accord mort-né : pensez-vous, il était question de tripler la rémunération douze dimanches par an ! Or, à y regarder de plus près, la Fnac ne faisait que monétiser le jour de récupération, prévu par la loi pour les ouver-



Mobilisation à Paris contre le travail dominical à la Fnac. Thomas Samson - AFP ©

il a déclaré qu'il y avait trop de syndicats en France - comprendre qu'il y a encore des syndicats qui osent dire non, comme à la Fnac. Ce petit monsieur, qui suggérait de baisser les allocations des chômeurs, va jusqu'à menacer les syndicats en expliquant que, de toute manière, « il y aura des élections ». Un

argument qui ne manque pas de sel de la part d'un membre du gouvernement qui les a toutes perdues depuis son accession au pouvoir en 2012 ! A la Fnac même, la signature de l'accord par la CFDT de l'enseigne passe mal : ainsi, ce sont tout de même 8 sections sur 17 qui se sont prononcées

contre ce dernier. Le 18 janvier dernier, c'est au tour du SCID (Syndicat du Commerce Interdépartemental) CFDT, fort de ses 4 000 adhérents et membre du CLIC-P¹, de se désaffilier de la centrale du boulevard de la Villette suite au désaccord persistant sur la question du travail dominical. Pourtant,

Laurent Berger n'avait pas ménagé sa peine pour faire revenir ses moutons (noirs) au bercail, n'hésitant pas à modifier le règlement intérieur de la confédération pour prolonger à sa guise la tutelle exercée depuis deux ans sur le syndicat !

VERS DE NOUVELLES ACTIONS PLUS OFFENSIVES
La situation est loin d'être figée. Chez Apple, la signature d'un accord au rabais par la seule CFCTC, avec seulement 65 % de majoration par dimanche travaillé, a été repoussée sine die suite à sa médiation. Plus encore, la ministre du Travail Myriam El Khomri a annoncé vouloir étendre le recours au référendum après avoir juré le contraire il y a trois mois. Il suffirait donc qu'un accord collectif soit entériné par au moins 30 % des syndicats puis recueille l'approbation majoritaire du personnel de l'entreprise concernée pour s'appliquer et ainsi faire litige du droit d'opposition des syndicats majoritaires. Bref, il faut sauver le soldat Fnac !

Le CLIC-P, fer de lance de la contestation, rejoint par les fédérations CGT et FO du commerce ainsi que par la CFCTC Paris, a déposé en novembre dernier des recours contre le décret instituant les ZTI ainsi que plusieurs arrêtés les délimitant dans Paris. Le Conseil d'Etat se prononcera dans quelques mois, ainsi que le tribunal administratif, saisi quant à lui à l'encontre de l'arrêté du préfet de Paris relatif aux dimanches d'ouverture exceptionnelle en 2016. Enfin, une assemblée générale est prévue en mars prochain où la mise sur pied d'actions revendicatives inter-entreprises pour l'augmentation des salaires et la lutte contre le temps partiel imposé seront débattus. Après le temps de la résistance, voici venu celui de la contre-offensive ! ■

La rédaction
redac@leprogressocial.fr

¹ Comité de liaison intersyndical du commerce de Paris (CGT, CFDT, SUD, Unsa)

'Face à une résistance plus forte que prévu, le gouvernement se perd dans des manipulations législatives qui n'entament pas la détermination des salariés.'

tures dominicales exceptionnelles, en sus du doublement de la rémunération. Il était aussi question d'embaucher 2,6 % de salariés supplémentaires pour faire face à l'extension des horaires d'ouverture, un chiffre qui aurait été absorbé dans les six mois qui suivent au rythme des suppressions régulières d'effectif du groupe.

DU RIFIPI À LA CFDT
Il n'en fallait pas plus à Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat en charge des relations avec le Parlement, pour étaler sa haine : interviewé récemment,

L'Observatoire de la laïcité dans le viseur

L'Observatoire de la laïcité, sous l'égide du Premier ministre et présidé par M. Bianco (proche de Ségolène Royal) traverse une véritable tempête. Elle était prévisible : ces derniers mois, des critiques de plus en plus nombreuses ont été jusqu'à remettre en cause ses travaux, sa légitimité, son fonctionnement et sa composition. Trois membres de l'Observatoire, Madame Laborde (PRG), M. Kessel (CLR) et M. Glavany (PS) ont même fini par publier un communiqué le 15 janvier, suite à un avis émis la veille par l'Observatoire et jugé « anti-laïque » par les trois signataires. À partir de là, la légitimité de l'institution était contestée et certains soutiens comme M. Baudérot finissaient de démontrer sa dérive sur des positions de « laïcité adjectivée ». La déclaration de M. Valls lundi soir a fini par plomber définitivement l'Observatoire de la laïcité en lui reprochant d'être « trop conciliant ». Si la critique est justifiée sur le fond, le contexte de l'intervention

(lors d'une conférence débat du CRIF) était-il opportun ? Le Premier ministre a-t-il oublié qu'il portait une responsabilité, puisqu'il avait décidé de laisser « pourrir » la situation jusqu'à aujourd'hui, alors que cette polémique aurait pu être évitée en amont ? Depuis janvier 2015, la bataille a pris une nouvelle dimension, mettant en avant les reculs opérés sur la laïcité par l'Observatoire, qui est accusé d'avoir nié plusieurs évidences ou problèmes qui se posent. Ce n'est donc pas une surprise s'il a été écarté pour les travaux en cours sur le monde du travail, organisés par le ministère du Travail avec les organisations syndicales et patronales.

LE MOUVEMENT SOCIAL N'EST PAS ÉPARGNÉ
Les discussions ne concernent pas uniquement les « hautes sphères » : elles traversent aussi les organisations militantes. « Le débat n'est pas nouveau. Une minorité de militants a toujours voulu emmener nos organisations sur le

terrain glissant du relativisme culturel » nous glisse un responsable national. « Ce qui a changé, c'est que les militants laïques, de fait majoritaires, sont en train de réagir et de s'organiser dans et en dehors de leurs organisations, et ont compris qu'il n'était pas possible de rester passifs » tranche-t-il. Les discriminations, encore très nombreuses dans le monde du travail, constituent aussi de véritables défis pour les organisations syndicales, tout comme leurs présences dans des territoires aujourd'hui abandonnés par les pouvoirs publics. La question de l'engagement collectif y est aussi pointée, telle que l'a analysé Franck Poupeau dans son ouvrage *Les méseuresures de la critique* : « Le rejet de la politique institutionnelle pousse en effet une grande partie des militants anticapitalistes à se replier sur des formes culturelles et communautaires de contestation, et à s'aligner des milieux populaires comme des enjeux électoraux. » Dans tous les cas, associations, syndicats et organisations politiques connaissent des débats majeurs qui pourraient amener

le mouvement social, à terme, vers une possible recomposition.

LA LAÏCITÉ DÉTOURNÉE PAR LE FRONT NATIONAL
Il faut dire aussi que l'extrême droite a joué un rôle nocif concernant la laïcité. En 2006, le FN opère un tournant en essayant de récupérer hypocritement des valeurs républicaines à travers une campagne d'affichage. Ce fut la victoire de la ligne « Soral », qui souhaitait profiter de la faiblesse d'une partie de la gauche pour élargir la base électorale du parti. Il avait réalisé des scores historiques en 2002 mais souhaitait dépasser un plafond de verre jugé atteint sur le plan idéologique. En récupérant la notion de laïcité pour la détourner de son sens premier, le parti d'extrême droite n'a eu cesse de s'en prendre aux musulmans dans leur ensemble. En défendant une « France chrétienne » ou les crèches dans les mairies tout en refusant les signes religieux

musulmans, le FN a largement porté atteinte au principe de laïcité, quitte à confisquer le mot en rejetant les valeurs. Dans ces errements stratégiques, la pire erreur serait de le laisser accaparer une notion qu'il a vidée de son sens pour mieux porter ses opinions racistes et de vouloir s'adapter à son discours. Car la laïcité, en réaffirmant la liberté de conscience et l'égalité entre individus quelles que soient leurs convictions religieuses ou philosophiques, est en réalité tout à fait l'opposé. Pendant ce temps les tensions augmentent et les chiffres communiqués par le ministre de l'Intérieur (*La Croix*, 20 janvier 2016) rappellent une triste réalité : les actes antimusulmans (personnes, cimetières, lieux de cultes) ont triplé en 2015 pour atteindre le nombre de 400 tandis que les actes antisémites, malgré une baisse de 5 %, restent élevés (804) et que les actes antichrétiens ont également augmenté (810). ■

Garden Party à Davos

Aujourd'hui et jusqu'à samedi, comme chaque année, la petite commune de Davos, dans l'est de la Suisse, va accueillir le « Wefe », entendez le « World Economic Forum » ou « Forum économique mondial ». Sa population, 12 000 habitants en temps normal, va augmenter de 2 800 « personnalités », parmi lesquelles de nombreux chefs d'Etat et dirigeants de groupes industriels et financiers : ArcelorMittal, Google, Sanofi, Engie, Veolia, Manuel Valls, Emmanuel Macron, Christine Lagarde, mais aussi... Alexis Tsipras, qui vient probablement représenter les intérêts collectifs du peuple grec ! Créée en 1971 par l'économiste allemand Klaus Schwab, grand admirateur du modèle américain, la fondation « à but non lucratif » qui organise cette grande sauterie libérale dispose d'un budget annuel de 200 millions d'euros, alimenté par plus de mille entreprises ; une moitié est utilisée à l'organisation de forums internationaux, l'autre à la rémunération de ses 500 salariés. La lecture de l'article 3 des statuts, pour peu qu'on possède le bon découpeur

à novlangue, laisse imaginer combien de plans néfastes ont dû se dessiner dans les salons de cette charmante station de sports d'hiver : ses membres se donnent en effet pour mission « d'améliorer l'état du monde » en favorisant « les collaborations entre public et privé », d'identifier « des problèmes au niveau mondial, régional et industriel », de « chercher des solutions et, quand c'est possible, créer des partenariats pour agir ». C'est aussi cette fondation qui, après le krach financier de 2008, constatait que « le capitalisme s'est déséquilibré » (sic) et appelait à « abandonner ses excès pour plus d'engagement social ». On notera l'exceptionnelle acuité de son diagnostic concernant le capitalisme et les efforts non moins importants qu'elle a entrepris depuis pour pousser ses participants à le « réformer ». Le mieux à faire avec ce genre de grand-messe serait - pour une fois - d'imiter José Bové. En 2000, après avoir décliné une invitation officielle, il avait préféré organiser une manifestation sur place. L'année suivante, le premier Forum social mondial avait lieu à Porto Alegre (Brésil). ■

« Une révolution dans la révolution »

ans. Les femmes kurdes du Rojava se sont mobilisées avec les femmes arabes, turkmènes, assyriennes et aléviennes pour trouver des solutions politiques et sociales collectives pour l'émancipation des femmes. Elles sont la force motrice de la révolution et les architectes d'un système démocratique purifié de toutes approches patriarcales. Les femmes kurdes du Rojava sont pleinement engagées et sont l'un des piliers du système appelé « autonomie démocratique du Kurdistan syrien ». Elles ont eu accès à tous les niveaux de l'administration autonome, formée de trois cantons. C'est une révolution dans la révolution. L'instauration de ce système démocratique autonome prend aussi en compte toutes les spécificités sociales et politiques de la communauté et les réflexions conflictuelles sur la place des femmes dans les mécanismes d'autogestion du système démocratique autonome.

LE PROGRÈS SOCIAL
Quelle est place des femmes dans les combats militaires ?

NURSEL KILIÇ
Aujourd'hui, elles sont mobilisées en grand nombre au sein des Unités de protection du peuple (YPG), mais aussi dans des unités féminines non mixtes de l'YPJ. Elles sont jeunes, dynamiques, et révoltées face à ces attaques inhumaines qui menacent leur peuple d'extinction. Elles ne sont pas simplement des figures charismatiques, mais des boucliers vivants qui se sacrifient pour la liberté de leur peuple, la protection des femmes et des enfants. Arin Mirkan a sacrifié sa vie pour ne pas donner passage aux terroristes de l'EI, elle s'est faite exploser en tuant avec elle des dizaines de membres de Daesh. Ce sacrifice est la démonstration d'une bravoure, d'un dévouement si profond pour la lutte de libération des femmes et pour l'humanité. Ce sont ces mêmes combattantes de l'YPJ

qui avaient ouvert un corridor humanitaire aux monts de Sinjar pour sauver la population et particulièrement les femmes yézidis des mains de Daesh, afin d'empêcher qu'elles soient kidnappées, violées, exécutées, vendues dans les bazars de l'esclavagisme sexuel. Les combattantes kurdes de l'YPJ continuent à se battre sans relâche.

LE PROGRÈS SOCIAL
Une manifestation a eu lieu début janvier en souvenir des trois militantes kurdes assassinées à Paris en janvier 2013. Où en est l'enquête ?

NURSEL KILIÇ
Malgré des documents qui attestent de la connexion du présumé meurtrier Omer Güney avec les services secrets turcs, les forces qui ont commandité ce crime n'ont toujours pas été officiellement identifiées. Nous demandons encore une fois pourquoi la justice française, la même qui signe des accords avec la Turquie pour le partage des données personnelles des détenus sous contrôle judiciaire ou des réfugiées politique

en France, comme Sakine Cansiz, qui devait être sous protection selon la Convention de 1954 relative au statut des apatrides, n'a pas demandé à la Turquie le contenu de son dossier d'instruction sur ce triple assassinat. Pourquoi, à ce jour, les familles des victimes n'ont pas été reçues par le gouvernement français ? Nous ne savons pas à l'heure actuelle la date à laquelle se tiendra le procès. Le décryptage que j'ai essayé de vous présenter consiste à démontrer que c'est un crime politique, non pas une affaire « criminelle » limitée à l'implication d'une personne. Il s'agit d'un système qui veut éradiquer la volonté politique d'un peuple et la force d'émancipation des femmes ; or, cette mentalité opère et se reproduit partout dans le monde, dans une guerre encore indéfinie contre les femmes, que nous définissons comme des nettoyeurs ethniques contre les peuples et des féminicides contre les femmes. ■

Interview réalisée par la rédaction
redac@leprogressocial.fr

APPROFONDIR

Livres

• *Mourir pour Kobané*, Patrice Franceschi, Ed. des Équateurs, 2015, 143 p.
Mélange de choses vues et vécues en même temps qu'appel à la conscience internationale, le livre décrit merveilleusement le combat mené par les femmes kurdes.

• *Confit kurde, le brasier obscur du Moyen-Orient*, Hamit Bozarslan, éd. Autrement, 2009, 172 p.
Cleps de lecture pour comprendre les dynamiques actuelles du problème kurde à la lumière de l'histoire, aussi bien en Irak, en Iran, en Turquie et en Syrie.

Web

• *Institut kurde*, [En ligne] <http://www.institutkurde.org/institut/>
Site Internet de l'Institut kurde en langue française fondé en 1983. Publications périodiques et nombreuses références bibliographiques touchant à l'histoire, la culture et l'art kurdes. À noter en particulier : la revue *Études kurdes* ainsi que la « bibliothèque numérique ».

FRÈRES D'ÂMES

BRÈVES

■ Attaque d'une université au Pakistan

Ce mercredi, l'université de Bacha Khan à Charsadda, au nord du Pakistan, a été prise d'assaut par plusieurs hommes armés. Quatre assaillants ont été tués par les forces de sécurité, le bilan provisoire de l'attaque est de vingt-et-un morts et de trente blessés. L'attaque a été revendiquée par les talibans pakistanais.

■ Élection de Tsai Ing-wen à la présidence de la République à Taïwan

Samedi 16 janvier, la présidente du Parti démocrate-progressiste (DPP) est sortie vainqueur de l'élection présidentielle en remportant 56,12 % des suffrages exprimés au terme d'une élection démocratique. C'est la première femme à accéder à ce poste. Elle prendra ses fonctions en mai prochain. Le DPP est un parti indépendantiste ; la présidente a déclaré après son élection vouloir travailler « à préserver le statu quo en faveur de la paix et de la stabilité entre les deux rives du détroit de Taïwan et de manière à apporter les bénéfices et le bien-être les plus grands à la population taïwanaise ».

■ Accord sur la proposition de loi relative à la fin de vie

Mardi 19 janvier, quatorze députés et sénateurs en commission paritaire se sont accordés sur la proposition de loi sur la fin de vie portée par les députés Alain Claeys (PS) et Jean Leonetti (LR). Le texte devrait donc être voté à l'Assemblée fin janvier. Ce texte résulte de plusieurs années de réflexions à l'issue desquelles ont été proposés deux nouveaux : un droit à la sédation « profonde et continue » sous certaines conditions, et le renforcement des directives anticipées (formulaire qui permet d'exprimer son refus d'un acharnement thérapeutique), qui deviennent plus contraignantes. Pour Jean Leonetti, « dans ce texte, on ne lève pas l'interdit de tuer mais on renforce l'obligation de non-abandon et de non-souffrance du malade ».

■ Démographie française : espoir de vie en baisse pour la première fois depuis les années 1960

Selon le bilan démographique 2015 de l'Insee, l'espérance de vie à la naissance a diminué, elle est désormais de 85 ans pour les femmes (soit 5 mois de moins par rapport à 2014) et de 78,9 ans pour les hommes (soit 3 mois de moins). Cette baisse s'explique par une surmortalité en 2015.

■ Enquête en cours après le suicide d'un cardiologue

Une enquête préliminaire pour « harcèlement moral » a été ouverte après le suicide en décembre d'un cardiologue de l'hôpital européen Georges-Pompidou. Le médecin de cinquante-quatre ans disait être harcelé par sa hiérarchie et la direction de l'hôpital.

■ Des petits invertébrés ramenés à la vie

L'Institut national japonais de recherches polaires (NIPR) a décongelé un échantillon de mousse prélevé en 1983 et conservé dans un frigo à -20 °C. Deux tardigrades adultes et un œuf se sont réveillés : ils ont recommencé à bouger (l'un a même pondu des œufs au bout d'une vingtaine de jours, l'autre en revanche est finalement mort le vingtième jour) et l'œuf a éclot au bout de six jours. Les tardigrades sont connus pour être particulièrement résistants ; une précédente expérience avait permis de ramener à la vie des tardigrades congelés pendant neuf ans.

PAROLE DE VIEUX CON

« Le journalisme consiste pour une large part à dire +Lord Jones est mort+ à des gens qui n'ont jamais su que Lord Jones existait. »

Gilbert Keith Chesterton (1874-1936)

Agenda social

■ **Manifestation unitaire pour un service public de qualité et contre l'austérité**
Les syndicats CGT, FO et Solidaires de la Fonction publique appellent à une journée de mobilisation le mardi 26 janvier 2016 en vue des futures négociations salariales. Les revendications sont les suivantes :
- Une augmentation significative de la valeur du point d'indice, prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années et, en particulier depuis 2010 ;
- Des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat ;
- Le développement de l'emploi public statutaire par des créations nettes, dans les très nombreux secteurs qui en ont besoin ;
- Des moyens financiers à la hauteur des besoins de service public ;
- La défense d'un service public de proximité garant de la cohésion sociale.

MARDI 26 JANVIER 2016 À 14 H, À MONTPARNASSE, 75014 PARIS.

■ **Manifestation pour la levée de l'état d'urgence et contre la réforme constitutionnelle**
Des associations (111) et organisations syndicales (19) regroupées autour de l'appel « Nous ne céderons pas ! » et ayant lancé la pétition « Pour nous, c'est définitivement non ! », appellent à manifester le samedi 30 janvier pour exprimer leur refus de la réforme constitutionnelle et exiger la levée de l'état d'urgence.

SAMEDI 30 JANVIER 2016, À PARIS ET DANS PLUSIEURS VILLES DE FRANCE.

LE CHIFFRE

42,2 %

En pourcentage, le nombre de dictateurs moustachus aux XIX^e et XX^e siècles (42 sur 147), parmi lesquels Hô Chi Minh ou Saddam Hussein. Chiffre tiré de l'article *Un bon dictateur doit-il porter la moustache ?* par Grégoire Fleuret sur Slate, 08/03/2012.

Agenda culturel

◆ **Projection gratuite de Pierrot le fou**
Dans le cadre de l'exposition Picasso.mania sera projeté le film *Pierrot le fou* de Jean-Luc Godard sorti en 1965. Dans ce film, le personnage de Marianne évoque plusieurs tableaux de Picasso.

VENREDI 22 JANVIER 2016 À 12 H, AU GRAND PALAIS, AVENUE WINSTON CHURCHILL, 75008 PARIS (GRATUIT, SUR INSCRIPTION).

◆ **Ce soir à Paris**
Projection-débat du film *Reykjavik Rising*, un documentaire de Danny Mitchell et Rosa Weber sur la mobilisation des citoyens islandais durant la crise financière de 2008. La projection aura lieu en présence de Danny Mitchell.

MERCREDI 20 JANVIER 2016 À 19 H, À L'AUDITORIUM DU CENTRE CULTUREL JEAN-COCTEAU, 35 PLACE CHARLES DE GAULLE, 93260 LES LILAS.

« LE PROGRÈS SOCIAL »
- NONNEAU QUOTIDIEN -

4 A RÉMÈME PAS LES COURS DE LA SOURCE !

ÇA MARCHERA SANS !

GROS

Contre le programme du FN un argumentaire syndical



EN ABRÉGÉ

Quatre brochures à télécharger ou à commander auprès de VISA :

• **FN, pire ennemi des salariés, 2010**

• **Contre le programme du FN, un argumentaire syndical, 2012**

• **Barrage syndical antifasciste, un outil militant contre l'extrême droite, 2014**

• **Lumière sur les mairies brunes, 2015**

Association 'VISA'

Faire du syndicalisme un outil contre l'extrême droite

Face à la montée du Front National (FN), différents collectifs et associations ont vu le jour. VISA (Vigilance Initiatives Syndicales Antifascistes) est un exemple unique en son genre, puisqu'il fédère des structures et des militants syndicaux.

UNE LARGE UNITÉ SYNDICALE

L'association intersyndicale, qui existe depuis 1996, est composée d'une cinquantaine de structures, parmi lesquelles les principales organisations du paysage français : des fédérations et des syndicats de la FSU, de l'Union Syndicale Solidaires, de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de l'UNEF, mais aussi le Syndicat de la magistrature. C'est ce qui fait la particularité de VISA : fédérer des structures syndicales de manière large pour lutter contre l'extrême droite. Cette unité permet ainsi d'engager une dynamique entre les structures et les militants ; VISA donne effectivement la possibilité d'adhérer aussi à titre individuel. « Participer à l'élaboration d'un outil d'information, de réflexion et d'action pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail » : tel est le credo de l'association, qui fêtera ses vingt ans cette année. Ce n'est pas un hasard si VISA est domiciliée à l'adresse de plusieurs organisations syndicales membres de Solidaires. La force de l'association est de permettre aux syndicats de travailler ensemble et d'établir des liens en donnant de la visibilité, au niveau national et local, sans se fondre dans une « superstructure ».

L'INTRUSION DE L'EXTRÊME DROITE

Fort heureusement, le projet du Front National en 1996 de constituer « un front

social sur le front du travail », dans le but de lancer des syndicats estampillés FN, fut un échec.

Néanmoins, plusieurs structures verront le jour de manière éphémère sous l'impulsion de Païle Gollnisch-Mégret : FN-Police et FN-Ratp pour ne citer qu'elles. La riposte syndicale contre ces tentatives d'intrusions fascistes ne s'est pas faite attendre, la Cour de cassation invalidant dans le même temps plusieurs de ces nouveaux syndicats. La tentation du FN de pénétrer les secteurs professionnels n'est donc pas une nouveauté, qu'il s'agisse de la création de structures ou de la diffusion de son idéologie.

Pour y faire face, les militants de VISA recensent, analysent et dénoncent les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du FN sur le terrain social. Les 17,9 % de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de mai 2012, confirmés dans de nombreuses régions aux législatives, montrent que le discours fasciste s'est installé durablement dans la société française. Il suffit d'ailleurs de constater, une fois encore, les résultats de l'extrême droite aux régionales qui se sont déroulées en décembre 2015.

Cette situation ne peut nous laisser indifférents, tant les « valeurs » et l'idéologie portées par le FN sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès défendus par la totalité des organisations syndicales.

Convaincue que « les syndicalistes ont une responsabilité particulière pour dénoncer les pseudo-solutions du FN qui consistent à dresser les précaires les uns contre les autres, les immigrés, les chômeurs et ceux qui ont un emploi », l'association VISA répond présent sur le terrain autant que possible, en essayant de développer la solidarité dans tout le salariat, indépendamment de l'origine et du statut des travailleurs.

UN COMBAT D'ACTION ET DE RÉFLEXION

Ce combat antifasciste, pour être efficace, doit être pris en charge par toutes les organisations syndicales, de la « base au sommet », rappelle l'association. Autant que possible, cette contre-offensive doit se faire dans l'unité la plus large. C'est pour ces raisons que VISA est partie intégrante de ce combat et y contribue en informant sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde, ainsi que sur les « passerelles » avec la droite dure. Elle analyse de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite en les relayant sur son site, puis les actions des organisations syndicales pour y répondre. VISA dénonce aussi toutes les discriminations racistes, sexistes, homophobes au sein des entreprises ou en dehors. En se faisant l'écho de toutes les actions de solidarité avec les sans-papiers, VISA, grâce à des outils adaptés (journées de formation, brochures, affiches, etc.), aide les équipes syndicales à se former et à se mobiliser pour démystifier aux yeux des salariés les propositions prétendues sociales de l'extrême droite. Le travail de veille se prolonge en alertant sur la présence, dans les structures syndicales, de militants d'extrême droite qui se prétendent responsables syndicaux, comme ce fut le cas avec le triste exemple fortement médiatisé de Fabien Engelmann, exclu à titre titre de la CGT avec le soutien unanime de l'ensemble des syndicats, qui rappelleront à l'extrême droite qu'elle n'avait rien à faire aux côtés des travailleurs. ■



La barbe ne fait pas l'homme... mais elle y contribue !

En matière de pilosité, comme dans beaucoup de domaines, il y a deux écoles : les glabres et les poilus.

Les poilus se déclinent en de multiples catégories : petite barbe de trois jours à la Macron, moustache épaisse comme José Bové ou longue barbe de sage... Parce que Staline et Hitler étaient moustachus, la moustache a acquis une image négative dans les années cinquante : elle était devenue un symbole des régimes autoritaires (voir la moustache en forme d'accent circonflexe choisie par Hergé comme emblème du pays de Bordurie dans *L'affaire Tournesol*). Mais après avoir traversé une longue période imberbe, voilà que les mentons des hommes d'ici et d'ailleurs fleurissent inconstamment, entraînant le succès des barbiers. Or, c'est le mouvement inverse qui s'est produit à l'époque moderne : une disparition progressive de la pilosité.

Alors qu'à la fin du Moyen Âge les hommes sont majoritaire-

ment glabres, la barbe revient en force à la Renaissance. Ce phénomène provient d'Italie où, à la suite de défaites militaires, les Italiens sont en quête d'un nouvel idéal masculin et chevaleresque. La barbe est à ce moment-là vue comme un signe de virilité et un marqueur d'autorité qui permet de changer l'image des hommes de cour un peu mollassons. A cette occasion, on ressort des modèles de héros barbus comme Moïse, Hercule ou Charlemagne. Les trois grands de l'Europe : François I^{er}, Henri VIII et Charles Quint arborent tous les trois une barbe. Cette mode se diffuse également en France où les rois comme Henri IV (barbe ronde et moustache relevée) prennent soin de leur barbiche. L'aristocratie et la bourgeoisie suivent ce courant : la barbe, teinte, parfumée et taillée, est un signe de distinction sociale.

Dans le même temps, on prend soin de raser les bagnards et les galériens pour faciliter leur identification. Mais cette barbe fait débat au sein de la religion catholique. Si les papes du XVI^e siècle la portent encore,

cent ans plus tard, le clergé devient glabre, en signe d'humilité. À l'inverse, les protestants pronent le port de la barbe. C'est au XVII^e siècle que s'opère le tournant. La barbe, victime de son succès, est devenue trop populaire. Elle est alors perçue comme un signe de négligence ou une démonstration de virilité désuète. La noblesse se rue sur les perruques qui permettent aux élites de continuer à se distinguer. Le noble guerrier a fait place au noble de salon, galant et séducteur, dont le visage est net.

Marqueur social évident, marqueur religieux aussi, les barbés et moustachus, ainsi que leurs différentes déclinaisons, peuvent revêtir des significations bien différentes. Elles sont en tout cas un sujet d'étude aussi amusant qu'instructif, qui questionne le rapport au corps, à la virilité et aux apparences. ■

Pour en savoir plus : Jean-Marie Le Gall, *Un idéal masculin ? Barbés et moustaches (XV^e-XVIII^e siècles)* suivi de *Le Barbu ou Dialogue sur la barbe* d'Antoine Hotman, Paris, Payot, 2011, 382 p.

ÇA VAUT LE DÉTOUR

FILM

Signalons la sortie aujourd'hui du film de Laetitia Carton, *J'avancerai vers toi avec les yeux d'un sourd*. Ce film, tourné sur une durée de dix années, est une plongée poétique dans le monde des « sourds-sourdeurs », ceux qui s'expriment grâce à la langue des signes française (LSF). La réalisatrice avait été initiée à cette langue par un ami, Vincent, décédé il y a dix ans. Dans son deuxième long-métrage, elle veut lui donner « des nouvelles de son pays, ce monde inconnu et fascinant qui lutte pour défendre sa culture et son identité. » Elle suit dans son film plusieurs malentendants : une famille, une classe bilingue et un chorégraphe. Ce film nous permet de prendre conscience de la réalité de la surdité : l'isolement, la différence, les efforts faits pour pouvoir se faire comprendre. Une situation à laquelle la réalisatrice est sensible : « Ce handicap sensoriel est invisible et cela est source de souffrance psychique et de problème identitaire ». La surdité ap-

paraît en tout cas dans son film comme une culture à part entière. **J'AVANCERAI VERS TOI AVEC LES YEUX D'UN SOURD, LAETITIA CARTON, FRANCE, 2015, 90 MINUTES.**

LIVRE

En novembre 2015 est paru aux éditions de L'Échappée, l'ouvrage *Le Temps des révoltes : une histoire en cartes postales des luttes sociales à la Belle Époque*, écrit par Anne Steiner. Au tout début du XX^e siècle, des conflits sociaux emblématiques ont lieu en France dans de nombreux secteurs d'activité afin d'obtenir la reconnaissance de la valeur du travail et du savoir-faire. Cette histoire, on peut la voir retracée dans cet ouvrage en cartes postales, dont l'utilisation se développe fortement à cette époque. Ce média nous rapproche des hommes et des femmes qui ont mené ces luttes, dans les moments joyeux de fêtes comme dans les instants plus intenses dans les cortèges. L'auteur présentera son livre le

vendredi 5 février 2016 à 19 h à Nantes, au B17, un lieu collectif autogéré. **LE TEMPS DES RÉVOLTES : UNE HISTOIRE EN CARTES POSTALES DES LUTTES SOCIALES À LA « BELLE ÉPOQUE », ANNE STEINER. L'ÉCHAPÉE, 2015, 172 P., 19 EUROS.**

MUSIQUE

Le 22 janvier sort le douzième album solo (le deuxième aussi sur son propre label) de Tricky. De son vrai nom Adrian Thaws, ce musicien britannique du mouvement trip-hop a fait partie du groupe Massive Attack jusqu'en 1994. Son disque, qui s'intitule *Skilled Mechanics*, comporte treize morceaux dont cinq sont produits par l'un de ses amis d'enfance, DJ Milo. Il y chante également avec Luke Harris, son batteur, et met davantage sa voix en valeur que dans ses précédents opus, où il avait l'habitude de faire appel à d'autres artistes. On peut d'ores et déjà écouter l'extrait intitulé *Boy*, un titre qui

évoque la jeunesse tourmentée de l'artiste. **SKILLED MECHANICS, TRICKY, FALSE IDOLS, 2016.**

TÉLÉVISION

Ce soir, Arte (re)diffuse le film de Marcel Pagnol, *César*. Sorti en 1936, il est le dernier volet de sa célèbre trilogie marseillaise, dont les deux premiers épisodes sont les non moins mythiques *Marius* et *Fanny*. Dans *César*, on suit le parcours de Césarot, fils de Marius et Fanny. Cette dernière, abandonnée par Marius, a décidé d'épouser Panisse et a fait croire à Césarot qu'il était son père. Mais à la mort de Panisse, Césarot apprend la vérité de la bouche de sa mère et part à la recherche de son vrai père... Tout ayant déjà été dit sur cette œuvre populaire et impérisable, il reste à prendre son plaisir pour la... dixième, quinzième, vingtième fois ?

CÉSAR, MARCEL PAGNOL, FRANCE, 1936, 134 MINUTES.

DISPARITION

Ciao Ettore

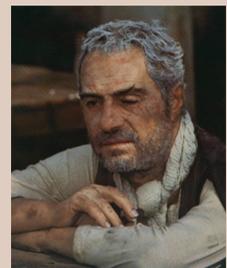
LE RÉALISATEUR ET SCÉNARISTE ITALIEN ETTORE SCOLA s'est donc éteint mardi 19 janvier dans une clinique romaine, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Né en 1931, il avait commencé des études de droit à Rome avant d'exercer comme dessinateur de presse dans la revue *Marc'Aurelio*, où il côtoyait Federico Fellini. Attiré par le cinéma, il signe son premier scénario, *Canzoni di mezzo secolo*, en 1952, puis collabore activement à l'écriture de plusieurs films, dont deux notables de Dino Risì. Une dizaine d'années plus tard, en 1964, il réalise son premier long-métrage, *Parlons femmes*, avec lequel il obtient un succès d'estime. Mais c'est d'abord en 1974, grâce à *Nous nous sommes tant aimés* (César du meilleur film étranger), et surtout en 1976 avec *Affreux, sales et méchants*, qu'il fait une entrée fracassante dans le monde du cinéma. Pasolini mort, Ettore Scola pose à son tour sa caméra dans les bidonvilles de Rome et, dans un style plus truculent mais tout aussi dérangeant, envoie un véritable crachet à la face du « miracle économique » inventé de toutes pièces par la classe dominante italienne. Ce film pas facile, porté (entre autres) par le génial Nino Manfredi, lui ouvre pourtant les portes de la notoriété internationale.

Un réalisateur politique

Homme de gauche convaincu, Ettore Scola a été membre du Parti communiste italien (PCI), pour lequel il a notamment tourné des documentaires dans les années 70. À propos du communisme, il déclarait dans un portrait publié par *Libération* en 2012 : « C'était

comme un bouclier, nous étions ancrés dans notre foi et sûrs de nos valeurs, puis tout s'est effondré. Mais si l'idéologie est morte, il reste les idées, et ce rêve d'un monde plus juste. » Dans toutes ses œuvres, Ettore Scola s'est attaché à ausculter la société italienne. « Un film ne peut changer ni



L'affreux Nino Manfredi

le monde, ni les hommes, ni les idées. Mais il peut aider à une réflexion collective. » affirmait-il encore avec lucidité dans cette même interview de 2012. Une journée particulière (1977), avec Sophia Loren et Marcello Mastroianni, raconte la journée du 6 mai 1938 et la rencontre d'une bonne mère de famille avec un intellectuel homosexuel opprimé par le régime fasciste : pendant ce temps-là, Hitler rend visite à Mussolini... Amoureux de la France, le réalisateur fera tourner Fanny Ardant et Gérard Depardieu. Cet attachement est aussi visible dans *Le Bal* (1983), film audacieux et sublime qui nous fait revivre cinquante ans de notre histoire à travers un bal populaire. ■

|||||| AU PAYS DU NUMÉRIQUE ||||||

À la recherche d'un clavier français plus pratique

Alors que le gouvernement se targue de faire entrer le numérique à l'école et que les petits élèves français apprennent de plus en plus tôt à manipuler les claviers d'ordinateur, le ministère de la Culture et de la Communication met en lumière le manque d'uniformisation des claviers dans un communiqué publié le 15 janvier. Cette diversité de claviers entraînerait « des difficultés dactylographiques » ; en effet, les symboles ne sont pas toujours disposés au même endroit. Autres sources de difficultés, les caractères accentués en majuscule et les ligatures « æ » et « œ » nécessitent des raccourcis clavier compliqués ou bien une recherche dans les logiciels de traitement de texte. De ce fait, le ministère de la Culture a initié avec l'AFNOR (Association française de normalisation) un projet d'élaboration d'une norme française pour les claviers. Pour la petite histoire, la disposition de notre clavier

AZERTY (du nom des premières lettres inscrites sur la rangée supérieure) est dérivée de la disposition QWERTY anglaise brevetée en 1868 et utilisée en premier lieu sur les machines à écrire. Or, cet agencement des lettres a été élaboré à cause de contraintes techniques : si l'on tapait trop vite sur des lettres voisines, les tiges des touches risquaient de se coincer et de bloquer la machine. Ainsi, les lettres les plus fréquemment contiguës dans la langue ont été placées de la manière la plus éloignée possible sur le clavier. Cette disposition très peu ergonomique, en dépit de l'abandon quasi total des machines à écrire, s'est malgré tout maintenue jusqu'à nos jours. Une tentative a bien vu le jour en 1907 pour proposer une disposition en fonction de la fréquence des caractères. Hélas, le clavier ZHJAY - concocté par la commission Albert Navarre - n'a pas su trouver son public : malgré tous les défauts qu'il comportait, on était déjà trop habitué au clavier AZERTY...

PROGRÈSsocial

0,85 € (TVA 2,10%)
Tél. 01 44 71 97 45
redaction@progrèsocial.fr
www.leprogrèsocial.fr

SARL Le Progrès Social
Capital : 10 000 €
Directeur de publication : Laurent Lacoste
Les Amis du Progrès Social :
Emmanuelle Ecoffie

Composition : GGGraphisme
Impression & diffusion : Paris Offset
Print - La Courneuve

N° CPPAP : en cours - ISSN : en cours

ZONE ABONNEMENTS

Tél. 01 44 71 97 45
abo@leprogrèsocial.fr
Le Progrès Social
Service Abonnements
10, avenue Rachel - 75018 Paris

TARIFS
1 an : 240 euros - Tarif réduit : 120 euros
6 mois : 130 euros - Tarif réduit : 65 euros

Paiement par carte bancaire, chèque bancaire, virement.
Abonnez-vous en ligne à l'adresse :
www.leprogrèsocial.fr